



*Syndicats des finances publiques des Hautes Pyrénées.*

**TOUTES ET TOUS EN MANIFESTATION  
SAMEDI 11 FEVRIER 2023  
BOURSE DU TRAVAIL 10 H 00.**

Depuis le 19 janvier la mobilisation ne faiblit pas.

**En grève, en manifestation, l'immense majorité de la population (72 % selon les derniers sondages et plus de 90 % des salarié.e.s, 60 % de la population acceptant les blocages si le gouvernement s'entête) demande le retrait de cette réforme destructrice.**

Tout le monde a désormais compris le sens profond de cette réforme.

Nous ne pouvons laisser passer un projet qui va nous voler les meilleures années de notre retraite et compromettre l'avenir des jeunes générations.

MACRON-BORNE-DUSSOPT ne veulent pas entendre, ils veulent aller vite court-circuiter le parlement et imposer leur réforme.

**Il faut donc hausser le ton, soyons plus forts,  
plus nombreux dans la rue.**

SAMEDI 11 février, en famille, entre ami.e.s, de tous les secteurs, salarié.e.s, agents de la fonction publique, professions libérales, artisans, auto-entrepreneurs etc....

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE**

**MANIFESTONS à TARBES comme partout en France.**

**SAMEDI 11 FEVRIER**

**Bourse du travail Tarbes 10 h 00.**

**COMBATTONS CETTE REGRESSION QUI ENGAGE  
NOS VIES ET CELLES DES GENERATIONS FUTURES !**



## **Le gouvernement et les parlementaires ne peuvent pas être sourds à cette mobilisation puissante**

Avec près de 2 millions de manifestants, ce 7 février a confirmé, s'il était encore nécessaire, la très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement.

Depuis le 19 janvier, des millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, de plus en plus exaspérés de ne pas être entendus par le Gouvernement, se sont mobilisé.e.s, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire.

La population soutient plus que jamais la totalité des organisations syndicales professionnelles et de jeunesse qui s'oppose au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. Plus de 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, plus des 2/3 de la population soutiennent les mobilisations.

De nombreux experts se font entendre pour dénoncer l'injustice et la brutalité de cette réforme. Ils pointent des éléments justificatifs insuffisants, peu quantifiés voire erronés.

Une démocratie qui fonctionne se doit d'être à l'écoute de la position largement majoritaire de la population qui s'oppose à cette réforme. Face à un gouvernement toujours sourd, alors que l'examen du projet de loi a débuté hier à l'Assemblée nationale, les parlementaires doivent prendre leurs responsabilités en rejetant ce projet de loi.

L'intersyndicale appelle toute la population à manifester encore plus massivement le samedi 11 février sur l'ensemble du territoire pour dire non à cette réforme. D'ici là, elle invite à interpeller les députés et sénateurs et à multiplier les actions, initiatives, réunions ou assemblées générales partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève.

L'exécutif portera l'entière responsabilité des suites de ce mouvement social inédit par son ampleur et désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement doit retirer son projet sans attendre la fin du processus parlementaire.

L'intersyndicale annoncera le samedi 11 février les suites de cette mobilisation.

Paris le 7 février 2023